

PLF 2027 : LES ELUS DES PETITES VILLES DEMANDENT AU PREMIER MINISTRE DE NE PAS SACRIFIER L'AVENIR

Paris, le 17 septembre 2026

COMMUNIQUÉ

ASSOCIATION DES PETITES VILLES DE FRANCE

*Porter la voix des maires
des petites villes*

L'Association des
petites villes de France
fédère depuis 1990 les
petites villes de 2 500
à 25 000 habitants,
pour promouvoir leur
rôle spécifique dans
l'aménagement du
territoire. Elle compte
aujourd'hui près de 1200
adhérents, présents dans
tous les départements
de France métropolitaine
et d'outre-mer.

Dans une lettre adressée ce jour au Premier ministre Sébastien Lecornu, Christophe Bouillon, Maire de Barentin, Président de l'Association des Petites Villes de France, lui demande **de ne pas sacrifier l'avenir dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances 2027 et de ne pas pénaliser l'investissement local, un des rares moteurs de la croissance économique et de l'emploi dans nos territoires.**

Conscient de la dérive des déficits publics et de la dette et de la nécessité de s'y attaquer, le Président de l'APVF demande expressément au Premier ministre que si les collectivités territoriales devaient à nouveau être mises à contribution après déjà 90 milliards d'euros d'efforts consentis depuis 2014, **cet effort soit équitable, juste et corresponde au poids réel des collectivités territoriales dans les déficits publics.**

Il s'inquiète tout particulièrement **des perspectives de réforme du FCTVA qui pénaliserait l'investissement local** et considère que **le gel tout récent de 40 millions d'euros de crédits consacrés à la rénovation thermique des bâtiments scolaires est un mauvais signal** donné en matière de transition écologique.

Conscient que des choix et des arbitrages budgétaires difficiles doivent être faits, Christophe Bouillon demande au Premier ministre **de ne pas sacrifier les investissements d'avenir dans les domaines de l'école, de la transition écologique, comme celui du vieillissement démographique et de la réindustrialisation.** Les énormes défis auxquels doit faire face notre pays, ne pourront être relevés sans le plein concours des collectivités territoriales, dans le cadre d'un partenariat de confiance avec l'Etat.

[Cliquez ici pour retrouver la lettre du Président de l'APVF au Premier ministre.](#)

CONTACTS PRESSE

André ROBERT
Délégué général
01 45 44 00 83
06 80 84 27 53
arobert@apvf.asso.fr

Alexis NAU
Conseiller
01 45 44 63 99
06 46 83 89 14
anau@apvf.asso.fr